
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 11 août 2021

Écoutons les scientifiques

Le cinquième rapport du GIEC paraît à un moment où des désordres climatiques de toutes natures interdisent de continuer à « regarder ailleurs ».

Les constats sur lesquels s'appuie le GIEC dessinent un état d'urgence climatique et environnemental face auquel la CPU appelle à une mobilisation collective. Ce rapport souligne une nouvelle fois la nécessité de prendre en compte le savoir scientifique, quand bien même il met à mal nos habitudes, nos a priori ou des intérêts particuliers.

La recherche au croisement des champs disciplinaires peut aider à dessiner les perspectives d'un avenir durable basée sur gestion maîtrisée des ressources et une transformation profonde de nos organisations et de modes de vie.

A l'instar de l'urgence sanitaire, l'urgence climatique requiert un engagement des Etats qui doivent prendre acte des conclusions des scientifiques pour préserver le bien commun : le nôtre et celui des générations futures.

Pour la CPU, l'université a dans ce contexte une responsabilité sociétale majeure. Il lui appartient de mobiliser toutes ses forces de recherche et d'innovation que ce soit pour travailler sur les sources alternatives d'énergie substituées aux énergies fossiles ou pour concevoir et accompagner l'adaptation sociétale qui s'impose à nous.

Cette mobilisation passe aussi par la dimension éducative, démultipliant à l'université ce qui peut se faire au niveau scolaire. Des initiatives en termes de formation existent dès la licence et en master, adossées à la recherche dans ce domaine ; la CPU s'emploiera à les rendre plus systématiques et visibles.

Déjà engagée aussi bien dans la concertation que dans l'action, l'université s'entend aussi comme un levier de changement pour les politiques publiques sans se substituer à celles et à ceux qui sont légitimes pour les incarner. Elle doit outiller le politique en quête des choix les plus pertinents et apporter son concours à l'évaluation des actions engagées.

Elle saura le rappeler dès son université d'été et faire figurer ses priorités en bonne place des propositions qu'elle formulera à l'horizon des échéances politiques de 2022.